

Leur nom est bonds, eurobonds

Par **JACQUES DELORS** Président fondateur de Notre Europe, **PERYENCHE BERÈS** Députée européenne, **YVES BERTONCINI** Secrétaire général de Notre Europe et **DANIEL COHEN** Professeur à l'ENS

Une crise de la dette souveraine, si elle n'est pas traitée à la racine, menace la zone euro, conçue pour garantir la stabilité face aux désordres du monde. Quelles que soient les décisions à prendre en termes de recapitalisation des banques, il est vital que l'Union européenne et l'Union économique et monétaire se dotent à la fois de règles plus contraignantes et de moyens financiers qui confortent le rôle européen et international de l'euro. La création souvent évoquée d'obligations européennes jouerait un rôle déterminant sur ce registre, à condition de bien distinguer les défis de la zone euro et ceux de l'UE des Vingt-Sept, en mobilisant deux types d'obligations aux vocations différentes.

Des «eurobonds» émis par le Mécanisme européen de stabilité. Il s'agit d'abord de confirmer que la zone euro est le cadre privilégié d'une responsabilité conjointe et solidaire entre les Dix-Sept, tous confrontés à une crise de la dette qui frappe la

plupart des pays industrialisés. La mise en place du Fonds européen de stabilité financière a été un premier signe, de

même que l'instauration du Mécanisme européen de stabilité (MES) à l'horizon 2013. Le MES doit désormais servir de socle technique et politique sur lequel bâtir un dispositif plus efficace. Le projet de traité sur

le MES prévoit une dotation en capital de 700 milliards d'euros (dont 80 milliards en capital libéré) et une capacité d'intervention de 500 milliards. Ces montants doivent être accrus si l'on veut casser la spéculation contre les Etats.

Un objectif raisonnable serait de permettre au MES d'émettre environ 3 000 milliards d'euro-obligations à moyen terme, soit une somme à la hauteur des déficits actuels et potentiels créés par la crise de la dette. Il pourrait ainsi disposer de ressources équivalentes à environ 30% du PIB de la zone euro, de sorte qu'un tel surcroît de solidarité ne conduise pas à une déresponsabilisation des Etats, qui devraient continuer à mener des réformes structurelles, selon leurs spécificités, pour pouvoir bénéficier du MES. Cela permettrait à la zone euro de tirer parti d'un niveau d'endettement global (85% fin 2010) bien inférieur à celui des Etats-Unis, du Japon ou de la Grande-Bretagne.

Ce dispositif aura un coût, notamment pour l'Allemagne, en termes de dotation en capital et de hausse potentielle du taux d'intérêt moyen d'achat de ces obligations. Ce coût sera aussi minoré par les effets d'échelle liés à un marché obligataire européen, dont la liquidité serait comparable à celle du marché des titres libellés en dollars, ce qui conforterait l'euro au niveau international. Au total, il apparaîtra limité au regard des coûts générés par les lenteurs et les imperfections de la coopération européenne depuis le début de la crise.

Des «Union bonds» émis par la Banque européenne d'investissement. Des obligations européennes doivent aussi être émises pour l'UE des Vingt-

Sept, cadre adapté au développement et à la mutualisation des dépenses d'avenir. Les besoins européens en matière d'environnement, d'infrastructures énergétiques, de transports et de communication, sont connus. Mais le déficit de coopération européenne a limité les investissements depuis vingt ans ; dans un contexte de finances publiques nationales durablement dégradées, seule l'émission d'obligations européennes est de nature à insuffler la dynamique d'investissement nécessaire, créatrice d'emplois et contribuant au développement durable.

Il s'agit là encore de bâtir à partir du socle des outils existants, et notamment de la Banque européenne d'investissement. La capacité de financement annuelle de cette dernière doit être portée à au moins 200 milliards d'euros (contre environ 80 aujourd'hui), via l'émission d'obligations et un renforcement du capital et des garanties apportés par les Etats membres. Une telle montée en puissance financière aura, elle aussi, un coût indirect pour ces Etats ; mais celui-ci sera réduit au regard des bénéfices directs liés à des investissements générateurs d'un surcroît d'activité ; il sera aussi limité au regard des incidences économiques et sociales très négatives qu'induirait la prolongation durable de l'atonie européenne.

Eurobonds et Union bonds : ainsi dotée d'instruments instituant une réelle protection contre les attaques spéculatives et préparant l'avenir de ses Etats et de ses citoyens, l'Union européenne aura adressé un double signal dont la clarté et l'ampleur paraissent seules de nature à restaurer confiance et dynamisme en ces temps difficiles.

Seule l'émission d'obligations européennes peut insuffler la dynamique d'investissement, créatrice d'emplois et contribuant au développement durable.

Si l'on avait fliqué l'enfance des politiques...



IRONIQUES

Par **STÉPHANE GUILLON**

Dieu sait si je ne suis pas toujours d'accord avec certains projets du gouvernement, certaines idées... mais là, ce nouveau dispositif qui permettrait de repérer les comportements dangereux dès la maternelle, je trouve ça formidable ! Après une batterie d'épreuves, nos chérubins déclarés toxiques seront classés en deux catégories : «à risque» et «à haut risque», un peu comme des déchets nucléaires. L'arrivée imminente du petit Sarkozy a certainement joué dans cette décision.

Un bébé, dont le papa pourrait se retrouver très vite au chômage, un nourrisson contraint, dès son huitième mois, de quitter son berceau douillet de l'Élysée pour un départ vers l'Italie. Un bambin transbahuté, partagé entre une mère tentant un énième come-back dans la chanson, et un père rédigeant ses mémoires sous la férule d'un Henri Guaino lugubre et cafardeux... ne peut que mal tourner. Il y avait urgence. Evidemment, comme toutes les idées lumineuses, on se demande : pourquoi ne pas y avoir pensé avant ? Imaginez tous les problèmes, les drames qu'on aurait pu éviter si l'on avait surveillé, fliqué nos maternelles depuis des décennies. Les experts interrogés sont formels : «Les difficultés apparaissent très tôt chez l'enfant et elles ne se rattrapent pas.» En 1962, à la maternelle de Neuilly-sur-

Seine, Mme Dupuis avait repéré le comportement étrange du petit Brice H... Cet enfant blond, d'une pâleur extrême, ne supportait pas ses camarades de couleur et multipliait à leur rencontre des plaisanteries douteuses. Il parlait de les mettre un jour dans des avions avec des liens aux pieds ! A peine sut-il écrire, Brice noircit des fiches sur ses camarades, riches de renseignements étranges : couleur de peau, profession des parents, tendance politique. Il fouillait les cartables et écoutait les

Que dire de la petite Dati, attirée par tout ce qui brille ! A 3 ans, elle suppliait sa mère de broder la marque Bonpoint sur ses pulls Kiabi.

conversations aux portes. La maîtresse avait signalé le problème à la directrice, Mme Lebrun, qui n'avait rien fait. Elle s'était contentée d'évoquer un cas similaire à la maternelle de Vimy dans le Pas-de-Calais, celui du petit Guéant. Un enfant souffreteux et solitaire qui se faisait sans cesse bizuter et casser ses lunettes. Un jour, «la Cloche» (c'était son surnom) avait été retrouvée dans la cour, le zizi recouvert de dentifrice. La Cloche, qui ne pleurait jamais, ne montrait jamais aucune émotion, avait promis de se venger. Inquiète, la directrice nota dans son dossier scolaire : «Il faut

draît que cet enfant soit entouré d'amour, que sa mère s'occupe de lui, qu'on lui offre un chien, un poisson rouge, sinon, je redoute le pire.» Peine perdue, la Cloche, (surnommée aussi «Claudine» lors de sa puberté), ne sera jamais prise en charge.

Les exemples sont légion : à la maternelle de Fès, le petit Eric Besson aurait dû être classé comportement «à haut risque». Rien ! Eric trahissait ses copains en permanence. Il les amadouait, leur promettait la lune et les balançait par-dessus la tête à la maîtresse. S'il jouait à la balle aux prisonniers, il se débrouillait toujours pour finir du côté des vainqueurs. Une vraie girouette.

Que dire encore de la petite Dati, attirée par tout ce qui brille, arriviste au dernier degré ! A 3 ans, elle suppliait sa mère de broder la marque Bonpoint sur ses pulls Kiabi. Elle disait qu'elle ne voulait pas de mari et chantait à tue-tête la chanson de Goldman : «Elle a fait un bébé toute seule.» Dans cette famille maghrébine de onze enfants, ça passait très mal. Les autorités scolaires n'ont rien fait ! Et la Morano, une chipie hystérique, qui exigeait qu'on l'appelle «Marilyn». «Marilyn, tu te la pètes, quand tu parles, lui disaient les enfants, on dirait que tu vends du poisson sur un marché !» Et le petit Lefebvre, si attardé, qu'un

temps, il fut question de lui faire redoubler sa maternelle.

Borloo, qu'on avait surpris avec une fiole de calva durant un pique-nique au zoo de Vincennes, était surnommé «la Baudruche» car il promettait des choses extravagantes et se dégonflait toujours.

Que dire du petit Fillon, dépressif notoire, toujours fourré à l'infirmerie, où la jeune Roselyne, passionnée par les médicaments, lui faisait goûter des cocktails de tranquillisants.

Et le petit DSK, obsédé sexuel à 3 ans et demi, en érection du matin au soir. Il s'amusait à soulever le couvercle de son pupitre avec son zob. A la sieste, la maîtresse traumatisée, refusait de lui mettre une couche. Rien, jamais rien, n'a été fait pour ces enfants.

En 2009, pourtant, Anne-Marie Laroche Verdun, la maîtresse de maternelle de Nicolas Sarkozy, a publié un livre dans lequel elle décrit un Nicolas «timide et introverti, sans cesse fourré dans ses jupes, qui ne commandait pas et avait peur des autres». Un petit garçon, qui ne pouvait pas participer aux courses de relais, car ses camarades l'accusaient «d'avoir de trop grosses fesses et de les faire perdre !» Il aurait suffi pourtant de si peu de chose : classer cet enfant à «haut risque», lui dire que ses fesses étaient normales et l'entraîner à la course. Aujourd'hui, cinquante-trois ans plus tard, on n'en serait pas là.